

Mens

Revue d'histoire intellectuelle et culturelle



Valérie Lapointe-Gagnon. *Panser le Canada : une histoire intellectuelle de la commission Laurendeau-Dunton*, Montréal, Éditions du Boréal, 2018, 413 p.

François Charbonneau

Volume 19, Number 1-2, Fall 2018, Spring 2019

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/1070075ar>

DOI: <https://doi.org/10.7202/1070075ar>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

Centre de recherche en civilisation canadienne-française

ISSN

1492-8647 (print)

1927-9299 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this review

Charbonneau, F. (2018). Review of [Valérie Lapointe-Gagnon. *Panser le Canada : une histoire intellectuelle de la commission Laurendeau-Dunton*, Montréal, Éditions du Boréal, 2018, 413 p.] *Mens*, 19(1-2), 209–213.
<https://doi.org/10.7202/1070075ar>

Tous droits réservés © Mens, 2019

This document is protected by copyright law. Use of the services of Érudit (including reproduction) is subject to its terms and conditions, which can be viewed online.

<https://apropos.erudit.org/en/users/policy-on-use/>

érudit

This article is disseminated and preserved by Érudit.

Érudit is a non-profit inter-university consortium of the Université de Montréal, Université Laval, and the Université du Québec à Montréal. Its mission is to promote and disseminate research.

<https://www.erudit.org/en/>

Comptes rendus

Valérie Lapointe-Gagnon. *Panser le Canada: une histoire intellectuelle de la commission Laurendeau-Dunton*, Montréal, Éditions du Boréal, 2018, 413 p.

Dans son livre *Trudeau et la fin d'un rêve canadien* paru en 1991, le politologue Guy Laforest déplorait que le livre sur l'histoire intellectuelle de la commission Laurendeau-Dunton restait à écrire. Il aura fallu attendre près d'une trentaine d'années avant que le souhait du politologue ne se réalise, mais l'attente en aura valu la peine. Le dernier livre de l'historienne de l'université de l'Alberta, Valérie Lapointe-Gagnon, vient en effet combler cette lacune en nous plongeant directement dans l'univers fascinant des travaux de la commission Laurendeau-Dunton.

Ce que l'on pourrait nommer les « grandes lignes » de l'histoire de cette commission sont, somme toute, assez connues. Devant la montée en puissance d'un nationalisme de gauche et indépendantiste au Québec, André Laurendeau, alors éditorialiste au journal *Le Devoir*, avait demandé en 1962 la mise sur pied d'une commission royale d'enquête, ce qui fut accordé lorsque les libéraux de Lester B. Pearson formèrent le gouvernement fédéral. Cette commission, composée d'une dizaine d'intellectuels bilingues assistés par tous les spécialistes de renom que pouvait compter le Canada, sillonne le pays d'un océan à l'autre pendant plusieurs années pour trouver une solution au « mal canadien ». Les commissaires furent consternés de constater l'état d'incompréhension mutuelle des Canadiens, qui tenait surtout à leurs conceptions contrastées des enjeux du moment. Annonçant avec éclat en 1965, dans un rapport préliminaire, un « état de crise ayant sa source dans le Québec », la Commission publiera quelque six volumes d'un rapport final portant sur de nombreux sujets (langues officielles, éducation, monde du travail, apport culturel des autres groupes ethniques, capitale

fédérale et milieu associatif), mais évitant l'essentiel, c'est-à-dire les enjeux constitutionnels et politiques. L'historiographie a souvent eu tendance à considérer qu'étant donné les profondes transformations qui se produisirent dans la société à l'époque de la Commission et la mort tragique d'André Laurendeau en 1968, les commissaires ne jugèrent plus nécessaire de publier de recommandations en matière politique et constitutionnelle. L'ouvrage de Valérie Lapointe-Gagnon nous permet de comprendre que les choses, comme souvent, sont plus complexes.

La grande vertu de l'ouvrage de Lapointe-Gagnon est de nous donner accès aux travaux de la Commission de l'intérieur, de nous faire connaître ses commissaires et leurs perspectives sur le « mal canadien », de nous permettre de comprendre son mode de fonctionnement et, surtout, de nous plonger au cœur des débats d'idées qui la traversent de part en part. L'une des thèses qu'avance l'historienne, qu'elle n'impose d'ailleurs pas au lecteur, mais qui s'impose en quelque sorte à celui-ci tant la démonstration est nuancée et convaincante, est que la commission Laurendeau-Dunton a ouvert une petite fenêtre permettant de repenser le Canada dans le sens d'un partenariat entre deux peuples égaux. Si on a déjà défendu ailleurs l'idée qu'une « fenêtre » s'ouvre alors (Lapointe-Gagnon emploie plutôt la notion de *kairos*, au sens d'« opportunité »), l'auteure montre de manière parfaitement convaincante qu'à la vérité, la fenêtre était plus petite qu'on a pu le penser jusqu'ici. Beaucoup plus petite.

Lapointe-Gagnon indique en effet, dans une langue claire, agréable et entièrement dénuée de jargon, que les commissaires ont, dès le départ, une vision du pays à laquelle ils ne dérogeront pas véritablement pendant toute la durée des travaux. D'un côté, il y a ceux pour qui la Commission doit s'intéresser aux enjeux politiques et constitutionnels et qui voient le Canada essentiellement comme un partenariat entre peuples égaux. C'est le cas notamment d'André Laurendeau et de Paul Lacoste. Dans l'autre camp, on trouve principalement Frank Scott et Jean-Louis Gagnon, qui sont allergiques à

toute discussion de nature politique et ne veulent pas entendre parler de modifications constitutionnelles. Mis à part Gertrude Laing, la seule femme commissaire (très admirée par Lapointe-Gagnon), qui s'ouvre de manière sincère et touchante à la réalité québécoise et qui finit par se ranger dans le camp de Laurendeau, à peu près tous les autres membres se retrouvent en 1971, à la fin des travaux, à défendre exactement la même position que celle qu'ils défendaient en 1962, moment où la Commission a vu le jour.

Si «fenêtre» il y eut, soutient Lapointe-Gagnon, ce fut pendant une brève période où Scott et Gagnon, entre autres, à la fois effrayés et ébranlés dans leurs convictions par des indépendantistes québécois venus noyauter les rencontres avec les commissaires à Québec et à Chicoutimi, acceptèrent l'idée que la Commission pût s'intéresser aux enjeux de nature constitutionnelle. C'est donc grâce à cette frousse que Laurendeau réussit à faire accepter aux commissaires récalcitrants la publication de l'annonce, dans les fameuses pages bleues du premier volume du rapport final, que la Commission finirait bel et bien par faire des recommandations de nature politique. Or très rapidement après la parution de ce rapport, les deux camps se reformèrent et un dialogue de sourds s'installa à nouveau, «dialogue» que l'historienne nous fait découvrir dans le détail à l'aide d'archives, de journaux intimes et de lettres personnelles. Quand Jean-Louis Gagnon remplace André Laurendeau, en 1968, les jeux sont faits, même si les commissaires multiplient les rencontres (ils se rencontrèrent, en fait, plus de 80 fois pendant des périodes de plusieurs jours).

Lapointe-Gagnon ne présente pas les événements de façon chronologique, ce qui peut sembler un choix surprenant, mais qui est dans l'ensemble judicieux et n'enlève rien au plaisir de la lecture. Il permet à l'auteure de traiter à fond certains sujets de manière relativement indépendante, notamment d'offrir une excellente réflexion sur la question du rapport entre la recherche en sciences humaines et la réflexion politique (superbe chapitre 6), ou alors de s'attarder un peu plus longuement aux réflexions personnelles de l'un ou l'autre

des commissaires. Ce choix sera en particulier apprécié des professeurs et des enseignants, qui pourront présenter à leurs étudiantes et étudiants des extraits du livre, qui demeureront compréhensibles même sans avoir lu l'ouvrage en entier. Toutefois, celui qui lira tout l'ouvrage ne devra pas être surpris de rencontrer à quelques reprises des redites. Citons l'exemple du commissaire Cormier qui a fréquenté l'École des sciences sociales du père Lévesque (p. 84 et 123), celui de Gagnon qui était un journaliste proche du Parti libéral (p. 113 et 122), de Frank Scott qui était l'un des fondateurs du CCF, et ainsi de suite. Mais on pardonnera aisément ces répétitions qu'entraîne le mode de présentation par thèmes.

L'aspect le plus intéressant de ce livre réside sans doute dans le fait qu'il offre une réflexion d'une grande profondeur sur le rapport entre l'intellectuel et la cité. Il est plutôt rare qu'un pays confie à dix éminents intellectuels, sans parler des centaines de spécialistes formant l'équipe de recherche, la tâche de « penser et panser » le pays, pour reprendre l'excellent titre de ce livre. On comprend à la lecture de l'ouvrage que la Commission a consisté en deux choses. D'abord, elle a été une sorte de terrain de jeu pour des intellectuels qui ont eu foi dans la capacité des sciences humaines non seulement d'appréhender le réel, mais de le modifier. On imagine ces commissaires qui croyaient qu'il suffirait de bien comprendre un sujet pour que les solutions s'imposent en quelque sorte à tout esprit rationnel. Mais les débats au sein de la Commission, et surtout les multiples blocages, montrent aussi, et peut-être surtout, que l'on s'illusionne fortement si l'on pense que la raison peut être roi et maître en ce qui a trait aux choses qui relèvent de la cité. À bien y penser, ce sont plutôt les affects en amont qui semblent influencer les commissaires. Les centaines d'études préparées par l'équipe de recherche, à coût de millions de dollars, n'ébranleront pas le commissaire ukrainien Rudnycky, qui sera avant tout préoccupé par les droits des Ukrainiens, ne feront pas dévier le commissaire acadien Cormier de sa préoccupation principale pour les droits des minorités, Laurendeau, de l'idée

que le Québec doit être le foyer national des Canadiens français ou Scott, que la centralisation serait le meilleur moyen d'assurer une certaine justice sociale au Canada. Même si l'idée ne se retrouve pas dans le livre de l'historienne Lapointe-Gagnon, on peut se permettre le parallèle suivant : la Commission anticipe en quelque sorte ce que deviendra le monde universitaire, un vaste dialogue de sourds où chacun se réclamant de la science campe en définitive sur ses propres positions.

Notons, en terminant, que l'ouvrage est beaucoup plus riche que le bref portrait que nous avons esquissé ici. Il permet de comprendre l'ampleur des travaux menés par la Commission, les nombreuses (et surprenantes) antennes internationales des équipes de recherche, l'émergence de certains concepts clés retenus dans les rapports finaux (comme le concept de « majorité généreuse », si cher à Laurendeau) ou alors la pression qui est mise sur le gouvernement pendant toute la période que dure la Commission par ceux qui la critiquent. On l'aura aisément compris, le livre de Valérie Lapointe-Gagnon, paru il y a à peine quelques mois, s'inscrit déjà comme un incontournable de l'histoire intellectuelle de la commission Laurendeau-Dunton et son auteure, comme l'une des historiennes les plus prometteuses de sa génération.

— François Charbonneau
École d'études politiques, Université d'Ottawa

Pierre Anctil. *Histoire des Juifs du Québec*, Montréal, Éditions du Boréal, 2017, 504 p.

L'histoire des Juifs du Québec s'est (re)constituée au rythme de vagues migratoires qui se sont succédé pendant quelques siècles et dont les contextes de départ et d'arrivée étaient bien divers. En conséquence, l'expérience de la communauté juive, voire des communautés juives vivant dans cette province est complexe et multiple, tant sur le plan des pratiques institutionnelles, militantes, sociales, religieuses, langagières qu'artistiques. Bien que cette hétérogénéité rende plus difficile l'écriture d'une histoire globale de la